

PRÉFET DE L'ISÈRE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

Service Protection de l'environnement

Grenoble, le - 5 AOUT 2011

Affaire suivie par : F.CHAVET
Téléphone : 04.56.59.49.34

ARRETE PREFECTORAL N° 2011 217 - 0015

Mise en demeure société BUDILLON RABATEL

Exploitation de carrière commune de St Etienne de Crossey

**LE PREFET DE L'ISERE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier l'Ordre National du Mérite**

- VU le Code Minier et notamment son article L 342 ;
- VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières ;
- Vu le décret 94-784 du 02 septembre 1994 modifié relatif à l'empoussiérage ;
- VU le décret n° 80-331 du 07 mai 1980 portant règlement général des industries extractives ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2008-00178 du 04 janvier 2008 autorisant la société BUDILLON RABATEL à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de ST ETIENNE DE CROSSEY;
- VU les constatations portées par l'inspecteur de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement en date du 05 avril 2011 et le rapport de monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 28 juin 2011 ;

CONSIDERANT que les mesures d'empoussiérage effectuées au poste de surveillant de l'installation de traitement des matériaux sont élevées et, situées en hors classe ;

CONSIDERANT que la situation présente des dangers pour la sécurité du personnel ;

CONSIDERANT que les caractéristiques de l'exploitation ne permettent pas d'envisager de dérogation pour régulariser cette situation ;

L'exploitant entendu :

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La société BUDILLON RABATEL dont le siège social est sis 7, rue de la Chartreuse 38500 VOIRON est mise en demeure de respecter dans un délai de trois mois sur le site de la carrière qu'elle exploite au lieu-dit «Le Gigot» sur le territoire de la commune de ST ETIENNE DE CROSSEY les dispositions suivantes :

Règlement général des industries extractives. Titre « empoussiérage » article 17	Lorsque l'empoussiérage constaté en application des dispositions de l'article 15 dépasse l'empoussiérage de référence de la zone géographique concernée, le travail y est interdit si aucune mesure n'est immédiatement mise en œuvre pour y remédier. Les inspections réalisées les 26 septembre 2007 et le 05 avril 2011 font apparaître toutes les deux, un empoussiérage important classant le poste « surveillant de l'installation » en zone hors classe, au regard de l'article 16 du titre empoussiérage et ce malgré les efforts effectués pour réduire les envols de poussière.
---	--

ARTICLE 2 :

L'exploitant est tenu :

- de présenter à la DREAL dans le délai maximal d'un mois son programme d'intervention pour satisfaire aux obligations de l'article 1.
- d'interdire tout travail dans la zone où la concentration de poussière est supérieure à l'empoussiérage de référence,
- d'arrêter définitivement l'activité de concassage dans l'enceinte du bâtiment fermé si l'exploitant ne parvient pas à respecter un empoussiérage inférieur à l'empoussiérage de référence.

ARTICLE 3 :

Les dispositions du présent arrêté sont immédiatement exécutoires. En cas de non respect, il pourra être fait application des mesures prévues à l'article L 342 du code minier et à l'article 6 du décret 99-116 du 12 février 1999 ainsi qu'au recours aux sanctions prévues à l'article L 512 du code minier.

ARTICLE 4 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de l'Isère et Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société d'exploitation de la carrière BUDILLON RABATEL dont une copie sera adressée à:

Monsieur le Maire de ST ETIENNE DE CROSSEY,
Monsieur le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Isère,
Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

P/ Le Préfet et par délégation
Le secrétaire général



Frédéric PERISSAT

